

# 97 ratifications avec 70% des émissions de GES

Le 4 novembre, jour de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur le climat obtenu à la CoP21, 97 pays cumulant 69,22% des émissions de gaz à effet de serre (GES) l'ont ratifié. À noter que l'Arabie Saoudite, qui s'était démarquée de l'Accord lors de la COP21 avant de déclarer finalement son adhésion après des tractations avec la France, a quelque peu réédité la même démarche en signant et ratifiant l'Accord "à la dernière minute" le 3 novembre. Le pays des AI-Saoud compte pour 1,36% des émissions de GES. Ban Ki-moon, le secrétaire général de l'ONU, a déclaré à l'occasion de cette entrée en vigueur que "nous restons dans une course contre le temps. Mais avec l'accord de Paris et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le monde a ce qu'il faut pour s'engager sur le chemin de la résilience climatique et des faibles émissions. Il est maintenant temps de renforcer la détermination mondiale, de faire ce que la science exige et de saisir l'occasion de construire un monde plus sûr et plus durable pour tous." Les enjeux politiques et de gouvernance à court terme, notamment dans les principaux pays émetteurs, c'est-à-dire les supers puissances, intégreront-ils cette "exigence de la science" ? Le coude à coude dans les sondages de l'élection américaine entre un Donald Trump qui propose la dénonciation de cet accord et une Hillary Clinton qui fait de la question climatique une nécessité et un atout pour un leadership dans l'économie verte, indique bien que le positionnement ayant trait à "la construction d'un monde plus sûr et plus durable" n'est pas (encore) si clivant.

## Le plus dur commence

Plus de 20 000 participants sont attendus à Marrakech du 7 au 18 novembre. Les uns resteront pendant toute la durée de la Conférence, d'autres, comme de nombreux hauts responsables des États séjournent quelques jours.

Il y a les délégations des 196 États, des représentants de la société civile et d'entreprises, des ONG internationales, des scientifiques, ainsi que des représentants des collectivités territoriales, des populations autochtones et de syndicats à côté des médias du monde entier. Cette CoP22 a la lourde charge de montrer que l'accord de Paris à la CoP21 n'était pas qu'une simple cérémonie. C'est en effet les modalités d'application de cet Accord qui devront être négociées.

Il s'agit de trouver une architecture pour le financement de l'adaptation aux changements climatiques et de la transition énergétique dans les pays en développement. C'est donc le plus difficile qui commence, et l'enjeu pour les États c'est de démontrer qu'ils tiennent toujours (ou non) aux promesses de financements faites à Paris il y a une année. Autre point sur lequel doivent se pencher les négociateurs c'est les modalités d'application de l'Accord de Paris. Quelles règles s'appliqueront ? Comment définir les mécanismes, mesurer et vérifier la baisse des émissions ou plus simplement comment suivre les émissions de GES de chaque pays ? Quelles dates clés... ? Cela est d'autant plus difficile que la ratification rapide de l'Accord a surpris plus d'un. "Quels pourront être les critères de 'compensation' des pays pauvres touchés par les impacts climatiques, sécheresses, inondations et autres tempêtes ?" Le négociateur américain Jonathan Pershing dira "le consensus actuel est de parvenir à un accord sur ces sujets d'ici 2018. La réalisation des plans actuels éviterait les catastrophiques +4/5°C attendus en l'absence de politiques climatiques, mais met encore la planète sur une trajectoire extrêmement dangereuse de +3°C. D'où la nécessité de renforcer ces engagements." L'engagement franc des États est nécessaire pour donner un signal fort afin que les entreprises s'impliquent et que les acteurs sociaux jouent tous le jeu.